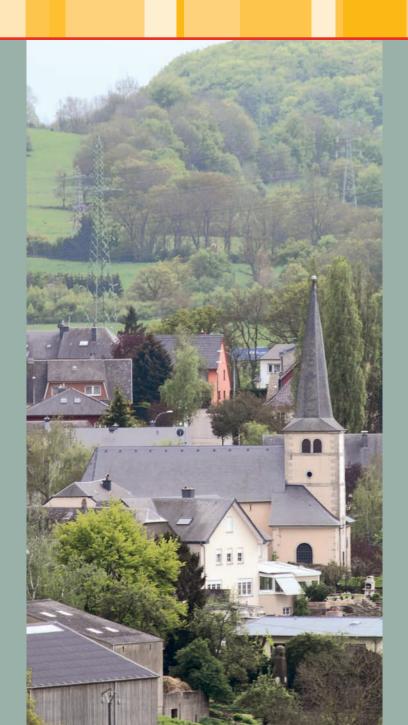
Informatiounsblat

N°111 -2012

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem





<u>Inhaltsverzeichnis</u>

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 10 février 2012
20	Gemeinderatssitzung Sanem vom 10. Februar 2012 Immobilientransaktionen, REWA (Résidence "Op der Waassertrap") und "NightRider" im Mittelpunkt
25	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 23 mars 2012
35	Gemeinderatssitzung Sanem vom 23. März 2012 Neue Fassade für das Gemeindehaus in Beles

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem

B.p. 74 L-4401 Belvaux Tél. (00352) 59 30 75 - 1 Fax (00352) 59 30 75 - 67

e-mail mail.commune@sanem.lu www.sanem.lu

Conception et réalisation: F'CREATIONS

Textes et photos: Secrétariat communal

Photos Belval: Agora/Carlo Hommel

Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 10 février 2012

date de l'annonce publique:

date de la convocation des conseillers:

début:

14h30

17h00

Présents:

M. Engel Georges, président,

Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, M. Schlesser Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s): /

Premier votant:

Mme Speck-Braun Patricia

Ordre du jour

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir retirer les points suivants de l'ordre du jour:

24. Approbation d'un acte de vente du 30 janvier 2012 avec les époux PINTO-DE MOURA LOUREIRO concernant l'acquisition de deux parcelles de terrain sises au lieu-dit «Rue du Brill» à Belvaux d'une contenance totale de 1 are 19 centiares (droit de préemption)

Vote unanime

42. Nomination d'un éducateur diplômé m/f avec une tâche de 34 heures/semaine et à durée déterminée pour assurer le remplacement d'une dispense de grossesse, du congé de maternité afférent et éventuellement du congé parental, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5, pour les besoins de la Maison Relais Sanem

43. Nomination d'un éducateur diplômé m/f à mi-temps et à durée déterminée pour assurer le remplacement d'une dispense de grossesse, du congé de maternité afférent et éventuellement du congé parental, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5, pour les besoins de la Maison Relais Sanem

Vote unanime

SEANCE PUBLIQUE

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Acquisition d'une balayeuse aspiratrice compacte 5,0 m³ pour le service infrastructures et environnement. Devis définitif détaillé: 170.000,- € (article budgétaire: 4/1212/2231/001)

Vote unanime

3. Mise en conformité du réservoir enterré à Sanem. Devis définitif détaillé: 150.000,- € (article budgétaire: 4/0740/2123/003)

Vote unanime

 Construction d'un bassin d'orage dans la rue de l'Usine à Belvaux. Devis supplémentaire concernant les travaux d'aménagement d'une aire de jeux: 70.000,- €(article budgétaire: 4/0733/2143/043)

Vote unanime

5. Installation d'un nouveau système d'affichage sportif dans le hall sportif au Centre Omnisports Roger Krier à Soleuvre. Devis définitif détaillé: 40.000,-€(article budgétaire: 4/0833/2123/020)

Vote unanime

 Acquisition d'un véhicule utilitaire électrique pour les services de régie (service INEN). Devis définitif détaillé: 33.000,- € (article budgétaire: 4/1212/2231/001)

Vote unanime

 Acquisition d'un véhicule utilitaire, type fourgonnette, pour les services de régie (service réseau eau potable). Devis définitif détaillé: 26.000,- €(article budgétaire: 4/0740/2231/001)

8. Aménagement d'une aire de parking pour véhicules et machine au site du service technique à Belvaux, rue de l'Usine. Devis définitif détaillé: 25.000,-€(article budgétaire: 4/0134/2163/001)

Vote unanime

9. Acquisition d'une voiture de service, type break, pour les services de régie (service Bâtiment). Devis définitif détaillé: 19.000,-€(article budgétaire: 4/0420/2231/001)

Vote unanime

 Acquisition de deux buts pour l'aire de jeux Cité Scheierhaff à Soleuvre. Devis définitif détaillé: 8.000,- €(article budgétaire: 4/0720/2163/013)

Vote unanime

11. Aménagement d'un «Ballfangnetz» à la place de jeux école 2000. Devis définitif détaillé: 6.500,- € (article budgétaire: 4/0720/2163/012)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

12. Approbation d'un compromis de vente signé entre les sœurs REUTER et l'Administration Communale de Sanem en date du 24 janvier 2012 concernant l'acquisition d'un bâtiment à habitation situé à L-4450 Belvaux, 22, route d'Esch au prix de 351.000,- €

Vote unanime

 Approbation d'un compromis de vente avec le consortium d'héritiers FRISCH concernant deux terrains sis à Sanem

Vote(s) positif(s): 13	Abstention(s): 2
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis,	Morgenthaler Nathalie,
Cecchetti Myriam, Engel Georges,	Urbany Serge
Goelhausen Marco, Lorang Mike,	
Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar,	
Reuter-Bauler Carine, Rings Robert,	
Schlesser Jean-Pierre,	
Speck-Braun Patricia,	
Tornambé-Duchamp Nadine,	

14. Approbation d'un acte d'échange avec la société civile immobilière «EL-VITA SCI» concernant des terrains sis à Soleuvre

Vote unanime

 Approbation d'un compromis d'échange avec les époux REINESCH-MENTZ concernant des terrains sis à Belvaux

16. Reclassement de la parcelle 1912/8058 sise à Belvaux du Domaine Public Communal dans le Domaine Privé Communal

Vote unanime

 Approbation d'un compromis d'échange avec la société civile immobilière «A-FUTURA SCI» concernant des terrains sis à Belvaux

Vote unanime

 Constitution de servitude au profit de CREOS LUXEMBOURG S.A. concernant un poste de transformation avec accès et des câbles électriques souterrains moyenne tension

Vote unanime

19. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec le sieur PAULUS concernant deux parcelles de terrain sises à Sanem

Vote unanime

20. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec les époux BACIC - ZUT concernant une parcelle de terrain avec mur à Belvaux

Vote unanime

21. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec le sieur LOURO RIBEIRO Arthur concernant une parcelle de terrain avec mur à Belvaux

Vote unanime

22. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la dame SABO Angela concernant une parcelle de terrain avec mur à Belvaux

Vote unanime

23. Approbation d'un contrat de bail avec Monsieur FORTES DA GRAÇA Mario et Madame DUARTE Maryse concernant la location d'une parcelle de terrain sise à Belvaux

Vote unanime

24. Approbation d'un acte de vente du 30 janvier 2012 avec les époux PINTO-DE MOURA LOUREIRO concernant l'acquisition de deux parcelles de terrain sises au lieu-dit «Rue du Brill» à Belvaux d'une contenance totale de 1 are 19 centiares (droit de préemption)

Point retiré de l'ordre du jour

AMENAGEMENT COMMUNAL

25. Approbation de la convention d'exécution du plan d'aménagement particulier concernant la construction de 2 maisons unifamiliales et d'une résidence à 6 appartements sises à Ehlerange, rue de Sanem entre la Commune de Sanem et les consorts Müller, Peller et Cardoso

Vote unanime

FINANCES

26. Approbation du projet de la «Convention relative à l'attribution d'un subside remboursable par la Commune de Sanem à la Société Avicole de Belvaux dans le cadre de la réalisation d'une station d'élevage pour animaux de basse-cour à Belvaux»

Le conseil communal,

Vu le projet concernant la réalisation d'une station d'élevage pour animaux de basse-cour à Belvaux au lieu-dit «Auf Maschtgesfeld» sur une parcelle d'une superficie de 38,02 ares par la société avicole de Belvaux en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et la Commune de Sanem; Vu l'approbation du projet définitif détaillé de 322.000.- € pour les travaux de viabilité du nouveau site pour la société avicole de Belvaux, réalisés dans le cadre de l'aménagement de l'illumination du «Schwarze Wee» et du terrain «Kleintierzuchtanlage» en date du 20 octobre 2008 par le conseil communal de Sanem;

Vu l'approbation du conseil communal de Sanem d'un acte constitutif relatif à la concession d'un droit d'emphytéose pour la prédite parcelle de terrain avec la société avicole de Belvaux en date du 1^{er} décembre 2008;

Vu l'approbation du conseil communal de Sanem du 19 novembre 2009 concernant l'engagement d'une garantie financière à hauteur maximale de 48.000 euros destinée à couvrir l'achèvement des travaux à réaliser par la société avicole de Belvaux comme demandé par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural; Vu la demande du 2 juin 2011 du comité de la société avicole concernant l'accord d'un préfinancement par la commune afin de permettre la réalisation des travaux restants dans des délais raisonnables;

Vu les décisions du 22 juillet 2011 du conseil communal concernant l'approbation d'un projet de convention relative à l'accord d'un prêt financier par la Commune de Sanem à la Société Avicole de Belvaux dans le cadre de la réalisation d'une station d'élevage pour animaux de basse-cour à Belvaux et concernant l'approbation d'une modification budgétaire y relative refusée par l'Autorité supérieure;

Vu l'inscription d'un crédit de 45.000 € au budget de l'exercice 2012 sous le libellé «Subside à accorder à la Société avicole de Belvaux», article numéro 4/1012/2520/001; Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

approuve le projet de la «Convention relative à l'attribution d'un subside remboursable par la Commune de Sanem à la Société Avicole de Belvaux dans le cadre de la réalisation d'une station d'élevage pour animaux de basse-cour à Belvaux» et charge le collège des bourgmestre et échevins de bien vouloir procéder à la signature et à l'exécution de cet accord.

Vote unanime

27. Approbation d'un subside de 3.900,73 euros à accorder au Amateurs du Chien de Police et de Garde de Belvaux concernant les travaux exécutés dans le Chalet au Galgenberg (rénovation des installations sanitaires et du carrelage de la cuisine). (article budgétaire 3/0830/6324/001)

Le Conseil Communal,

Vu la demande du 13 juillet 2011 relatif à un soutien financier concernant les travaux exécutés dans le Chalet au Galgenberg (rénovation des installations sanitaires et du carrelage de la cuisine);

Vu le coût des travaux: 3.900,73 euros;

Vu les 170h de travail exécutés par les membres du club;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

décide d'attribuer un subside maximum 3.900,73 euros aux Amateurs du Chien de Police et de Garde de Belvaux relatif aux travaux exécutés dans le Chalet au Galgenberg (rénovation des installations sanitaires et du carrelage de la cuisine), sous les conditions suivantes:

- 1. La liquidation du subside alloué se fera sur présentation de factures dûment vérifiées. Une preuve de paiement est également à remettre pour les besoins administratifs de la commune;
- 2. les Amateurs du Chien de Police et de Garde de Belvaux s'engagent à entretenir les installations en parfait état;
- 3. les Amateurs du Chien de Police et de Garde de Belvaux s'engagent à restituer le subside alloué dans le cas où la propriété sera aliénée ou lorsque le club cessera ses activités moins de dix ans après la liquidation totale de la participation communale. L'intégralité de la somme payée par l'administration communale devra être remboursée lorsque la résiliation intervient moins d'une année après la date de liquidation totale de la participation communale. Pour toute année complète passée à partir de cette date, la part à rembourser est diminuée de dix pourcent (10%) de la somme payée.

- 28. Organisation du service «Nightrider» dans la région Sud pour l'année 2012:
 - a. Décision de participer à l'action du syndicat PRO-SUD

Le Conseil communal;

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988:

Vu que le crédit nécessaire pour financer le service en question a été prévu à l'article 3/0720/6391/002 du budget de l'année 2012;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins et après en avoir délibéré conformément à la loi;

décide:

- de continuer principalement la participation au service "Nightrider" du syndicat PRO-SUD pour l'année 2012
- que la commune n'assumera aucune responsabilité envers le détenteur de la carte du fait d'éventuels manquements aux obligations engagées par l'entreprise privée chargée de l'organisation du service «Night-Rider», (accident, coupure de service, retard, confort, comportement des autres voyageurs et du personnel, état du matériel roulant, propreté dans les bus et autres)

Vote unanime

b. Création d'une taxe / prix de vente

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu l'article 99 et l'article 107 de la Constitution:

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins et après en avoir délibéré conformément à la loi;

décide:

- 1. de maintenir les prix de vente de la «Night-Card» pour les habitants de la commune de Sanem âgés au jour de vente de moins de 27 ans à 40 € pour les cartes vendues entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 août 2012 et à 20 € pour les cartes vendues entre le 1^{er} septembre 2012 et le 31 décembre 2012
- 2. de maintenir les prix de vente de la «Night-Card» pour les habitants de la commune de Sanem dont l'âge au jour de vente est égal ou supérieur à 27 ans à 80 € pour les cartes vendues entre le 1er janvier 2012 et le 31 août 2012 et à 40 € pour les cartes vendues entre le 1er septembre 2012 et le 31 décembre 2012 et prie l'autorité supérieure à donner son accord.

OFFICE SOCIAL

29. Désignation d'un représentant de la Commune de Sanem au Conseil d'administration de l'Office social de la commune de Sanem en remplacement de Madame Simone Asselborn-Bintz, démissionnaire de son poste de membre du conseil d'administration

Nom	Prénom
Piscitelli	Jos

Vote unanime

30. Approbation de la convention de l'office social de Sanem pour l'année 2012

Vote unanime

CENTRE INTEGRE POUR PERSONNES AGEES

31. Approbation du nouveau contrat d'hébergement-type pour pensionnaires au CIPA

Présentation du projet.

Report du vote à la séance prochaine.

MAISON RELAIS POUR ENFANTS

32. Création d'un poste d'aide-cuisinier m/f avec une tâche de 10 heures/semaine pour la Maison Relais SANEM, à durée indéterminée et sous le statut de salarié bénéficiant du CCT-SAS, carrière PAM2

Vote unanime

DIVERS

- 33. Approbation de deux quêtes à domicile
 - A. Suessemer Guiden a Scouten Troupe Ste Antoine (Buergbrennen) du 11 au 25.2.2012
 - B. BBC AS Soleuvre (75° anniversaire) du 1 avril au 31 mai 2012

34. Renouvellement du Comité de prévention communal

Le Conseil Communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000 portant création et fonctionnement d'un comité de prévention communal ou intercommunal;

Vu qu'il est indiqué de procéder au renouvellement de la composition du comité de prévention communal suite aux élections communales;

Vu que la composition du comité de prévention communal est déterminée par l'article 3 (1) de la prédite loi:

«Article 3.

(1) Le comité de prévention communal comprend les membres suivants:

- le bourgmestre;
- les échevins ou conseillers communaux éventuellement désignés par le bourgmestre;
- le directeur de circonscription régionale de la Police grand-ducale dans le ressort duquel est située la commune, ou son délégué;
- le chef de commissariat de proximité territorialement compétent.

Le comité de prévention communal est placé sous la présidence du bourgmestre.» Vu la proposition du bourgmestre relative aux échevins et conseillers communaux à désigner;

décide de confirmer la proposition du bourgmestre et arrête la composition suivante du comité de prévention communal:

Nom et prénom:	Fonction:	
Engel Georges	président	Bourgmestre
Piscitelli Jos	membre	LSAP
Reuter-Angelsberg Dagmar	membre	Déi Gréng
Morgenthaler Nathalie	membre	CSV
Serge Urbany	membre	Déi Lénk
Patricia Speck-Braun	membre	DP
Dony Donven	membre	Directeur circonscr.rég. Esch
Guy Altmeisch	membre	chef comm. prox. Belvaux
Luc Theisen	secrétaire	Administration communale

35.A. Changement de la composition des commissions consultatives

Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Parti, Association
						•••
Sports	facultative	Ε	Thill Alain	L-4989 Sanem	membre	CSV
(Commission des)					politique	
Sports	facultative	S	Bischel Robert	L-4493 Soleuvre	membre	CSV
(Commission des)					politique	
3. âge	facultative	S	Hermann-	L-4450 Belvaux	membre	CSV
(Commission du)			Laroche Marga		politique	

Vote unanime

35.B. Commission des loyers

Le Conseil Communal,

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

Vu l'article 7 de la prédite loi;

Vu qu'en vertu de l'article 7 (3) de la prédite loi les commissions des loyers sont renouvelées à la suite des élections générales des conseils communaux;

Vu la composition actuelle de la commission des loyers:

Président	Georges Engel
Suppléant du président	A nommer
Assesseur - bailleur	Armand Wallig
Suppl. assesseur-bailleur	A nommer
Assesseur - locataire	Henri Fonck
Suppl. assesseur-locataire	A nommer
Secrétaire	Luc Theisen

Vu la proposition du collège échevinal;

décide de renouveler la commission des loyers comme suit et prie l'autorité supérieure à donner son accord:

Composition de la commission des loyers de la commune de Sanem:

Président	Jean-Pierre Schlesser
Suppléant du président	A nommer
Assesseur - bailleur	Armand Wallig
Suppl. assesseur-bailleur	A nommer
Assesseur - locataire	Henri Fonck
Suppl. assesseur-locataire	A nommer
Secrétaire	Luc Theisen

- 36. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
 - a. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation relatif aux travaux de renouvellement des réseaux dans la rue de Hussigny à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins en date du 5 janvier 2012;
 - b. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation relatif à la mise en place d'une grue pour les besoins de la construction d'une résidence au n°5 rue des Prés à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins en date du 12 janvier 2012;

Vote unanime

37. Questions et divers

Question introduite par le conseiller Serge Urbany (déi Lénk):

Sanem, le 23.01.2012

Au collège des Bourgmestre et Echevins

Monsieur le Bourgmestre,

Lors d'une des dernières séances du conseil communal, une extension du devis de rénovation de l'école ROUDEWEE a été votée à l'unanimité. Il a semblé alors que tout serait fait pour donner aux élèves une école complètement assainie et à la pointe du progrès. Entretemps il nous est rapporté par des parents d'élèves que des problèmes de santé (nausées et maux de tête) se poseraient dans certaines salles.

Dès lors, je vous prie de bien vouloir répondre aux questions suivantes, au plus tard lors de la prochaine réunion du conseil communal:

Pouvez-vous confirmer que des problèmes de santé se sont posés? De quelle nature sont-ils?

Est-il vrai qu'une étude médicale effectuée par le Ministère de la Santé a confirmé l'existence de ces problèmes?

Si oui, quelles causes ont été identifiées comme étant à la base de ces problèmes et quelles recommandations ont été faites?

Quelles sont les mesures qui sont à envisager au niveau communal et quelles en seront les conséquences sur le service scolaire?

Avec mes meilleures salutations.

Serge URBANY

Réponse du collège des bourgmestre et échevins:

Tout d'abord, il faut remarquer que, suite aux expériences qu'on a dues faire il y a quelques années avec la rénovation et l'aménagement de salles de classe, il a été décidé par le collège échevinal de procéder systématiquement à des analyses à effectuer par le Ministère de la Santé afin de garantir que les matériaux et équipements installés ne provoquent pas de problèmes de santé. Par exemple, les mêmes symptômes et causes ont été constatés à l'école Belvaux-Poste.

En ce qui concerne le chantier en question, un faux drainage dans la cour a provoqué des problèmes d'infiltration d'eau dans un couloir au courant des travaux avec la création de moisissures derrière la boiserie d'un mur. Ce dégât a été réparé, le drainage a été refait, le revêtement mural a été enlevé, le traitement contre les moisissures a été terminé avec succès, un déshumidificateur a été installé et le mur a été lavé avec de l'eau de Javel avant que le revêtement mural a été remis en place.

Les analyses faites avaient en premier lieu pour but de vérifier que le couloir assaini n'est plus contaminé par des moisissures. Or, une fois sur place, la Santé a également analysé dans ce cadre les salles de classes déjà rénovées.

Le résultat des analyses faites (le 7 novembre 2011) par la Direction de la Santé/Division de la Santé au Travail nous a été transmis dans un rapport qui nous est parvenu en date du 16 janvier 2012. Le collège échevinal en conclut qu'il n'existe plus de contamination de moisissures à l'intérieur du bâtiment et que, au niveau des analyses chimiques, un dépassement des concentrations en benzène et en aldéhydes est dû aux travaux de rénovation, que la situation est à surveiller, mais qu'elle ne donne pas lieu à des réactions d'inquiétude ou même de panique.

Une copie du rapport ainsi que de l'avis de notre conseiller écologique sont remises aux membres du conseil communal.

En date du 30 janvier, le collège des bourgmestre et échevins a invité les enseignants de l'école Chemin Rouge ainsi que les représentants du conseil des parents afin de les informer au sujet du résultat des analyses. Il a été recommandé à tous les concernés (enseignants, concierges, personnel de nettoyage) de veiller à une bonne aération des locaux, notamment dans la période qui suit immédiatement l'achèvement des travaux. Il est prévu d'effectuer des mesurages supplémentaires à la fin du chantier.

En plus, comme proposé par Monsieur Ralph Baden du Ministère de la Santé notre Service technique a été chargé de procéder ensemble avec Monsieur Baden à une analyse des produits de nettoyage utilisés et à une analyse relative aux choix des matériaux et produits utilisés dans les écoles, notamment en vue de futurs chantiers.

Jusqu'à ce jour, la seule réclamation nous parvenue à propos de problèmes de santé était celle d'une enseignante faite lors de la réunion d'information le 30 janvier. Elle souffrait de maux de tête, qui se sont apparemment diminués depuis l'usage d'une meilleure gération.

Dans les prochains mois, une nouvelle analyse est prévue. Le conseil communal va évidemment être mis au courant des résultats.

Question introduite par la conseillère Patricia Speck-Braun (DP):

Ehlerange, le 3 février 2012

Au Conseil Échevinal de la commune de Sanem B.P.74 L-4401 Belvaux

Objet: Nettoyage des trottoirs aux alentours de l'école «Roude Wee»

Madame, Messieurs,

Le Parti Démocratique de la commune de Sanem vient d'être saisi d'une réclamation de la part d'une mère d'un élève fréquentant l'établissement scolaire «Roude Wee». Elle désapprouve le fait que les trottoirs aux alentours de l'école «Roude Wee» n'aient, malgré son intervention auprès de l'échevine Myriam Cecchetti et d'autres responsables communaux, pas été nettoyés depuis le lundi 30 janvier 2012.

Sur le chemin de l'école, le fils de la réclamante a dérapé et s'est blessé au visage en tombant sur le trottoir glissant. La dame ne trouve pas normal que les écoliers et leurs accompagnateurs doivent, pendant presque une semaine, se trainer vers l'école sur un trajet piétonnier recouvert de boue gelée.

Chaque particulier est de par la loi obligé de nettoyer les trottoirs devant sa propriété. La commune est dans l'obligation de faire de même pour les espaces publics. Soucieux du bien-être des habitants de notre commune, le comité du Parti Démocratique prend la liberté de vous inviter à faire face à vos obligations afin que des accidents de la sorte soient évités à l'avenir.

Pour le Comité du Parti Démocratique

(s) Patricia Speck-Braun Conseillère (s) Véronique Lemmer Présidente

Réponse du collège des bourgmestre et échevins:

Tout d'abord nous tenons à remarquer que d'après le règlement d'ordre intérieur le droit d'initiative appartient aux membres du conseil communal et non pas au comité d'un parti politique. Nous vous prions de bien vouloir respecter cette distinction nette au futur.

Le 31 janvier, la réclamante qui s'est adressée au Parti démocratique a informé l'administration communale que son fils était tombé sur son chemin vers l'école et ce sur une partie des trottoirs mal entretenus par la commune. Le jour même les responsables du service technique ainsi qu'un membre du collège échevinal ont été sur place pour s'assurer que tous les accès vers l'école ont été bien nettoyés. Ce qui a été le cas, ce qu'on peut voir sur les photos prises des alentours de l'école.

Finalement, il s'est avéré que l'enfant est tombé sur le trottoir sis dans la rue Aloyse Meyer. Le trottoir fait partie du quartier résidentiel. Contrairement aux alentours d'une école où tous les trottoirs des deux côtés de la voirie sont nettoyés, dans les quartiers résidentiels nos services procèdent seulement à priori au nettoyage d'un seul côté.

Veuillez encore savoir que notre service technique a été chargé d'analyser l'envergure d'un nettoyage conséquent de tous les trottoirs des deux côtés de la voie publique.

Question introduite par la conseillère Nathalie Morgenthaler (CSV):

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Eis ass zu Ouere komm dass eng Bauschuttdeponie bei eis an d'Gemeng soll kommen.

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemengengesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

- Stëmmt dës Informatioun?
- Wa jo, firwat ass de Gemengerot nach net doriwwer informéiert ginn?
- Wat fir eng Site komme fir déi Bauschuttdeponie a Fro?
- Wéi gedenkt de Schäfferot an dësem Dossier virzegoen?

Merci am viraus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,

Fir d'CSV-Fraktioun, Mike Lorang a Carine Reuter-Bauler

Nathalie MORGENTHALER Member vum Gemengerot

Réponse du collège des bourgmestre et échevins:

Den 11. Januar 2012 huet d'Gemeng e Courrier kritt (deen der och virun lerch leien hudd) vun der Administration de l'environnement mat der Informatioun dat no enger Analyse fir de Süden vun eisem Land 3 Siten zerëckbehal goufen fir als Bauschutt-déponie ze déngen, dorënner de Site vun der nationaler Industriezone Gadderscheier tëschent Suessem, Zolwer an Déifferdéng. Déi aner Siten déi zerëckbehalen goufen, betreffen net eisen Territoire. Laut der Procédure huet d'Gemeng elo 3 Méint Zäit fir den Dossier ze aviséieren.

De Schäfferot wollt desen Dossier den 23. März mat an den Gemengerot bréngen, well deen en Avis muss formuléieren an et awer nach eng Rei vun Virarbechten ze maachen ginn bis dohinner.

De Schäfferot huet dorops hin d'Verkéiers- an d'Emweltkommissioun mat engem Avis zu dem Dossier chargéiert, och dat brauch natierlech seng Zäit.

Op der enger Säit si der all um Courant dat et Engpäss ginn wat d'Kapacitéiten vun de Bauschuttdéponien ugeet an dat net zu all Moment an engem vun de 4 Deeler vum Land eng Déponie zur Dispositioun steet. An och eis Gemeng huet missen bei der Recyma en groussen Deel vun deem Bauschutt ophuelen an mir hun och ënnert anerem fir de Projet zu Eileréng missen eis Devisen revidéieren, well op eemol de Buedem huet missten méi wäit fortgefouert ginn, well deen Moment keng Bauschuttdéponie am Süden war. Op der anerer Säit wësse mer natierlech och iwwert wat fir ee Wee déi Camionen op de Site bei eis wärte fueren an dofir si mer an deem Dossier zerëckhalend gewiecht, esou lang d'Verkéiersproblemer vun der Sortie Gadderscheier net behuewe sinn.

Den Terrain den virgesinn ass, leit zu ronn 80% op eisem Territoire an fir de Rescht um Territoire vun der Gemeng Déifferdéng. Et as awer nach net ganz kloër wi wäit dat iwwerhaapt geet, wou den Bauschutt soll hinkommen. Dofir haaten déi zwee Schäfferéit och schons eng Réunioun zesummen mat der Administration de l'environnement an och mat engem Vertrieder vum Wirtschaftsministär, als Propriétaire vum Terrain, fir méi Détailer zum Dossier ze kréien. Déi Réunioun war den 3. Februar zu Déifferdeng, och fir eng gemeinsam Positioun auszeschaffen, awer virun allem fir eng Rei vun Froen beäntwert ze kréien. Wéi der wësst, gehéiert deen Terrain der Ekonomie, an do soll och méi spéit eng Industriezone hinkommen an och eng Strooss déi do doduerch goen soll. Eng Rei vun Froen sinn och opkomm - wéi zum Beispill awiefern déi Déponie mat der Zone an der Strooss soll harmoniséieren - Froen, déi nach op eng Äntwert wuarden.

Mir sinn awer en gros mam Wirtschafts- an mam Emweltministär eens an och wat d'Uliwwerung vun deem Bauschutt iwwert d'Collectrice du Sud an virun allem iwwert di 2 Rond-Points, déi nach sollen gebaut ginn, ugeet. Dat hei as lo den 1. Deel vun der ganzer Procédure, déi awer nach eng Reih vun Joëren wärt daueren bis déi wärt Réalitéit gin.

Déi nächst Etappen sinn d'Auswertung vun den Avisen an d'Opstelle vun engem Projet d'Avis - wou mer eis mat Déifferdéng ofschwätzen fir eng gemeinsam Linn ze hunn - deen da kann am nächste Gemengerot, den 23. März approuvéiert ginn.

Et geet hei ëm relativ héich Kapazitéiten, 2,5 Mio. m³, dat sinn 4,6 Mio. Tonnen an soll ronn 4 Joër lafen. Dir wësst, dass den Haaptundeel da wärt iwwert d'Collectrice an iwwert di nei 2 Rond-Points kommen, an dat as och eng Konditioun déi mir wärten stellen. Eng aner wärt sinn, dass déi Déponie sou soll funktionéieren, dass een herno nach eppes mat deem Terrain ka maachen. De Ministär vun der Ekonomie ass och Demandeur, well si en "remblai technique" mëcht fir eng Ausweitung vun enger Lagerhal déi d'Kronospan wëll bauen. Dat trëfft sech dann gutt fir den Buedem dohin ze kréien an dann bleiwt nach en Deel Bauschuttdéponie proprement dite déi sech do uschléisst.

Et as nach esou, dass et en Accord gëtt, dass déi Gemeng, déi sou eng Bauschuttdéponie ophëllt, mindestens 30 Cent pro Tonn, déi dohinner gefouert gëtt, kritt.

SEANCE A HUIS CLOS

CENTRE INTEGRE POUR PERSONNES AGEES

38. Modification de la délibération du Conseil communal du 9 février 2009 concernant les primes de responsabilité à attribuer à l'équipe dirigeante du CIPA, conformément à l'article 27 du CCT-SAS pour salariés

Approuvée

39. Nomination d'un éducateur m/f à raison de 40 heures/semaine au C.I.P.A. de Soleuvre, et à durée indéterminée sous le statut de salarié bénéficiant du CCT SAS, carrière PE5

Est nommée:

Theisen épse Lico Karin

40. Nomination d'un éducateur m/f à raison de 40 heures/semaine au C.I.P.A. de Soleuvre, et à durée indéterminée sous le statut de salarié bénéficiant du CCT SAS, carrière PE5

Est nommée:

Feltz Lola

41. Nomination d'un éducateur m/f à raison de 20 heures/semaine au C.I.P.A. de Soleuvre, et à durée indéterminée sous le statut de salarié bénéficiant du CCT SAS, carrière PE5

Est nommée:

Romeo Francesca

MAISON RELAIS POUR ENFANTS

42. Nomination d'un éducateur diplômé m/f avec une tâche de 34 heures/semaine et à durée déterminée pour assurer le remplacement d'une dispense de grossesse, du congé de maternité afférent et éventuellement du congé parental, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5, pour les besoins de la Maison Relais Sanem

Point retiré de l'ordre du jour

43. Nomination d'un éducateur diplômé m/f à mi-temps et à durée déterminée pour assurer le remplacement d'une dispense de grossesse, du congé de maternité afférent et éventuellement du congé parental, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5, pour les besoins de la Maison Relais Sanem

Point retiré de l'ordre du jour

ADMINISTRATION

44. Nomination d'un salarié (anciennement employé privé) à plein temps de la carrière D, sous contrat de travail à durée déterminée pour les besoins du secrétariat communal

Est nommé: Le Marchand Jérémy

Gemeinderatssitzung Sanem vom 10. Februar 2012 Immobilientransaktionen, REWA (Résidence "Op der Waassertrap") und "NightRider" im Mittelpunkt

In der ersten Sitzung des Jahres standen insgesamt 36 Punkte auf der Tagesordnung des Gemeinderates Sanem, wovon verschiedene Immobilientransaktionen, der neugefasste Beherbergungsvertrag für die Bewohner des zukünftigen Altenheim Résidence "Op der Waassertrap" in Belval-Nord sowie die Neuordnung des besonders bei Jugendlichen beliebten nächtlichen Transportdienstes "NightRider" hervorstachen.



Das Wasserreservoir der Gemeinde Sanem wird mit den aktuellen Sicherheitsbestimmungen in Konformität gesetzt.

Nachdem Bürgermeister Georges Engel (LSAP) alle Anwesenden begrüßt hatte, wurden unter den ersten Punkten der Tagesordnung einige wichtige Materialanschaffungen für die technischen Gemeindedienste von den Gemeinderatsmitgliedern einstimmig gutgeheißen. Es handelt sich dabei um eine Kehrmaschine für den Infrastruktur- und Umweltdienst im Wert von 170.000 €, die ein Gerät ersetzt, das bereits 7500 Arbeitsstunden zählt und 375.000 km auf dem Tacho hat, um einen gewöhnlichen Lieferwagen für den Wasserdienst, um einen speziell für die Bedürfnisse eines Mechatronikers ausgestatteten Break-Dienstwagens, der die Schlossermannschaft verstärken soll, sowie um ein Elektrogefährt für die Regiedienste, das dazu dienen soll, Abfall aufzusammeln.

In diesem Zusammenhang erwähnte Bürgermeister Georges Engel dass die Gemeinde die Absicht hat, weitere 4 Elektroautos zu kaufen, um damit ein wichtiges Zeichen zu setzen im Hinblick auf zukunftsweisende und zugleich umweltfreundliche Technologien. Die Gemeindedienste erhalten des Weiteren einen zusätzlichen Parkplatz auf ihrem Gelände der rue de l'Usine in Beles.

Das gemeindeeigene Wasserreservoir, das sich auf dem Gebiet der Nachbargemeinde Käerjéng befindet, wird für 150.000 € mit den aktuellen Sicherheitsbestimmungen u.a. durch eine neue Schiebekammer in Konformität gesetzt. Beim Bau des neuen Rückhaltebeckens für Regenwasser in der rue de l'Usine in Beles musste der ursprünglich dort gelegene Spielplatz diesem Projekt weichen. Da das Becken aber unterirdisch angelegt ist, wird mittels eines zusätzlichen Kostenvoranschlags von 70.000 € ein funkelnagelneuer Spielplatz an dieser Stelle entstehen, was die Kinder der Gemeinde wohl besonders freuen wird.

Im Laufe der Gemeinderatssitzung kamen daraufhin die Sportbegeisterten ebenfalls auf ihre Kosten. So erhält die Sporthalle Roger Krier in Zolver neue Anzeigetafeln. Die völlig veraltete derzeitige Anlage wird durch hochmoderne, besser einsehbare Tafeln ersetzt, die gegenüber den Zuschauerrängen sowie links und rechts hinter den Körben angebracht werden. Auf dem Spielplatz in der Cité Scheierhaff in Zolver werden für die Summe von 8.000 € zwei neue Fußballtore installiert. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) zufolge handelt es sich hierbei um sogenannte "geräuschlose" Tore, d.h. Tore, bei denen kein Lärm entsteht, wenn der Ball in die Maschen fliegt, was besonders die Bewohner der umliegenden "Cité" freuen dürfte. Des Weiteren erhält der Spielplatz in unmittelbarer Nähe der "Ecole 2000" ein Ballfangnetz. Die Gemeinde ergreift diese Maßnahme nachdem mehrere Anwohner sich darüber beschwert hatten, dass immer wieder Bälle in ihre Gärten fliegen würden und hofft damit dieses Problem ein für allemal aus der Welt geschaffen zu haben.



Der Spielplatz in der Nähe der "Ecole 2000" erhält ein Ballfangnetz.

IMMOBILIENTRANSAKTIONEN

Bei den anschließenden Immobilientransaktionen, 12 an der Zahl, wurden in 11 Fällen die Kauf-, Tausch- oder Abtretungsverträge einstimmig vom Gemeinderat durchgewinkt. Nur beim Kauf von zwei Grundstücken gegenüber des Sanemer Reitstalls, der von Bürgermeister Georges Engel dadurch begründet wurde, dass die Gemeinde hier vorausschauend vorgeht im Hinblick auf den Ausbau der dortigen Handelszone, kam es zu einer Diskussion. Rat Serge Urbany von "Déi Lénk" bemängelte, dass die Handelszone damit eventuell zu nahe an die hier gelegenen Wohngebiete herankäme. CSV-Rätin Nathalie Morgenthaler drückte ihre Sorge aus, dass die hier entstehenden Hallen eventuell zu hoch gebaut werden könnten. Beide Räte enthielten sich beim anschließenden Votum der Stimme.

Der Kauf einer Immobilie auf 22, rte d'Esch in Beles für die Summe von 351.000 € soll laut Schöffenrat einem sozialen Zweck dienen: hier soll künftig eine Sozialwohnung entstehen. Deshalb werden der Kaufpreis sowie die Instandsetzungsarbeiten zu 75% vom zuständigen Ministerium übernommen, während das Sozialamt der Gemeinde Sanem die restlichen 25% beisteuert.

GEMEINDE SANEM BETEILIGT SICH AUCH IN ZUKUNFT AM "NIGHTRIDER"-SERVICE

Nachdem den Kleintierzüchtern der "Société avicole de Belvaux" ein zuvor als Kredit geführtes, jetzt aber in ein "subside remboursable" umgewandeltes Subsid und den "Amateurs du Chien de Police et de Garde" aus Belvaux ein Zuschuss in Höhe von 3.900 € für die Renovierungsarbeiten am vereinseigenen Chalet auf Galgenberg einstimmig bewilligt wurde, erläuterte Schöffe Marco Goelhausen die Umänderungen bei der Organisation des überaus beliebten nächtlichen Fahrdienstes "NightRider".

Wichtigste Änderung ist der Preis, der sich in Zukunft nach der Distanz richtet, egal wie viele Leute transportiert werden. Da maximal 8 Leute mit dem "NightRider" fahren können, macht diese neue Regelung Gruppenfahrten umso attraktiver. Zukünftig wird man den "NightRider" auch gratis

online buchen können, während die Buchung per Telefon kostenpflichtig sein wird. Da der Kartenpreis gleich bleibt, und mit 80 € im Jahr für Nutzer über 27 Jahre respektive mit 40 € für Nutzer unter 27 Jahre, durchaus im annehmbaren Rahmen bleibt, wird das neue System, so Schöffe Goelhausen, die Gemeinde etwas teurer zu stehen kommen.

Letztes Jahr lag der Anteil der Gemeinde bei etwa 10.000 €, Sanem war aber auch mit rund 130 Karteninhabern die Südgemeinde mit dem höchsten Anteil an regelmäßigen "NightRider"-Nutzern. Bürgermeister Georges Engel plädierte denn auch für eine weitere Teilnahme der Sanemer Gemeinde an diesem erfolgreichen System, da es sich dabei um einen sozialen Dienst handele, der den Sanemer Bürgern Sicherheit beim nächtlichen Ausgehen garantiere. Die dafür anfallenden Kosten seien als präventive Maßnahme anzusehen, angesichts der durch übermäßigen Alkoholkonsum hervorgerufenen Autounfälle. Rat Urbany begrüßt diese Maßnahme, wünscht sich aber auch, dass die TICE parallel dazu abends und an Wochenenden länger fahren solle.



Die Gemeinde Sanem beteiligt sich auch weiterhin am "NightRider" System.

JOS PISCITELLI (LSAP) NEUER VERTRETER DER GEMEINDE IM VERWALTUNGSRAT DES SOZIALAMTES

Seit dem 1. Januar 2011 wird auch das "Office social" der Gemeinde Sanem unter dem Statut eines "Etablissement public" geführt. Da es gemäß dem diesbezüglichen Gesetz Mitgliedern von Schöffenräten nicht erlaubt ist im Verwaltungsrat vertreten zu sein, musste Simone Asselborn-Bintz von der LSAP als neue Schöffin ihr Amt, als Präsidentin des "Office social", zur Verfügung stellen. Die einzige Kandidatur von Jos Piscitelli, ebenfalls LSAP, wurde einstimmig gutgeheißen. Jos Piscitelli ergriff daraufhin das Wort und bedankte sich bei den Anwesenden für

das ihm ausgesprochene Vertrauen. Die soeben erneuerte Konvention für das "Office Social" begreife drei Partner: den Staat, die Gemeinde und die Verwaltungsgesellschaft. Das Budget liege bei 510.000 €, wovon jeweils die Hälfte vom Ministerium und von der Gemeinde getragen werde. Die Hälfte dieser Summe fließe wiederum in die Personalkosten.

Das neue Verwaltungsratsmitglied stellte im Anschluss seine Vorstellung der künftigen Aufgaben des Sozialamtes vor. Jos Piscitelli will aus dem "Office social" eine soziale Plattform machen, die wesentlich dazu beitragen soll, das soziale Netz zu erhalten und zu unterstützen. Ihm schwebt vor, auch Personen die Dienste des Sozialamtes anzubieten, die noch nicht auf diese angewiesen sind, und damit sozusagen präventiv einzugreifen, ehe es zu Problemen komme, die später viel schwieriger zu lösen seien. Durch eine "joint-venture" mit freien, bzw. professionellen Mitarbeitern als "Médiateur" würden weitere Möglichkeiten in der Bewältigung von Konflikten geschaffen.

Jos Piscitelli würdigte zum Abschluss die Mitarbeiter des Sozialamtes, die Wertvolles leisten würden und darüber hinaus überaus motiviert seien. Rat Urbany schlägt in diesem Zusammenhang die Schaffung einer spezifischen, auf die sozialen Probleme der Mitbürger ausgerichtete, Gemeindekommission vor.

NEUER "CONTRAT D'HÉBERGEMENT" FÜR DAS REWA VORGESTELLT

Anschließend stellte Alain Willet, Direktor des neuen Seniorenheims Résidence "Op der Waassertrap" in Belval, den versammelten Gemeinderatsmitgliedern in einem 10-minütigen Exposé den neuen "Contrat d'hébergement-type" für die Heimbewohner vor.

Das seit 12 Jahren nicht mehr veränderte Abkommen wurde den heutigen Gegebenheiten angepasst und auf 10 Seiten ausgeweitet. Auf 8 Seiten des Dokuments regelt das interne Reglement die Rechte und Pflichten der Heimbewohner und da die Kundschaft sich im Laufe der Jahre verändert habe, enthalte es demnach mehr Pflichten für diese als das vorherige.

Was das Kapitel "Logement", also die Unterbringung anbetrifft, so ändern die Öffnungszeiten des hauseigenen Restaurants. In puncto Pflege sind 1 ½ Stunden im Pensions-

preis inbegriffen, alles was darüber hinaus geht bis zu 3 ½ Stunden müssen die Pensionäre selber bezahlen und alles über 3 ½ Stunden wird von der "Assurance dépendance" übernommen. Die Fenster der Zimmer werden nun öfters gesäubert, 6x im Jahr innen, und 2x jährlich außen. Das "Forfait départ" geht von 10 Tagen auf 7 Tage zurück. Auf Direktionsebene überlegt man sich, ob man nicht ein 2. sogenanntes Ferienzimmer einrichten solle, da sich diese großer Beliebtheit erfreut. Die hierfür verlangten 250 € Vorschuss werden in Zukunft nicht mehr zurückgezahlt, wenn die betreffende Person nicht fristgerecht absagen sollte.

Wie schon gesagt, werden auf den 8 Seiten des internen Reglements alle Rechte und Pflichten der Heimbewohner genauestens aufgelistet und geregelt.

Auf dem Gebiet der Pflege werden derzeit 27 Personen in einer speziellen Gruppe umsorgt. Im neuen Altenheim in Belval wird dieser Bereich "unité de vie" benannt und wird als Wohneinheit funktionieren. Es handelt sich dabei größtenteils um an Demenz erkrankte Patienten,

die von einem geschulten, aufopferungswilligen Fachpersonal nach neuesten Erkenntnissen der Pflegewissenschaften betreut werden. In diesem Zusammenhang nimmt es sich die Direktion vor, dort Personen nach eigenem Ermessen unterzubringen, wenn sie der Meinung ist, dass diese anderwärtig nicht mehr angemessen betreut werden können. Selbstverständlich haben alle anderen Bewohner das Recht, sich nach Lust und Laune im Heim zu bewegen, und z.B. die Möglichkeit zu nutzen, selbst ihre eigene Wäsche zu waschen. Zur Abstimmung über den neuen "Contrat a'hébergement-type" soll es aber erst in der nächsten Sitzung des Gemeinderates kommen.

Rätin Nathalie Morgenthaler von der CSV meint von Unstimmigkeiten zwischen Direktor Willet und der Vereinigung "Fläisseg Hänn" gehört zu haben. Diese habe daraufhin ihre Tätigkeit eingestellt. Alain Willet war mit dieser Auslegung des Sachverhalts nicht einverstanden und meinte, die Heimleitung habe die Arbeit des Vereins übernommen, da dieser aus Nachwuchsmangel ihre Tätigkeiten nicht mehr habe weiterführen können.



Das neue Altenheim Résidence "Op der Waassertrap" in Belval-Nord wird mit dem neuen Beherbergungsvertrag funktionieren.

VERSCHIEDENES

Unter "Verschiedenes" wurde danach die Schaffung des Postens eines Hilfskochs für die "Maison relais" in Sanem, die Bewilligung von 2 Haus-zu Haus- Geldsammlungen für die "Suessemer Guiden a Scouten" im Rahmen des diesjährigen "Burgbrennens", die Erneuerung des "Comité de Prévention communal", verschiedene Änderungen bei

der Zusammensetzung der beratenden Kommissionen, die Bestimmung von Jemp Schlesser als Präsident der "Commission des loyers" und die Zustimmung zu verschiedenen vom Schöffenrat getroffenen temporären Verkehrsverordnungen abgehandelt.

FRAGEN AN DEN SCHÖFFENRAT: SCHIMMELPILZBEFALL, REINIGUNG DER BÜRGERSTEIGE UND BAUSCHUTTDEPONIE

Rat Serge Urbany (Déi Lénk) zufolge ist es nach Renovierungsarbeiten an der "Roudewee"-Schule mehrfach zu Gesundheitsproblemen bei Schüler und Personal gekommen, die über Kopfweh und Übelkeit geklagt hätten. In diesem Zusammenhang will Rat Urbany wissen, ob es stimme, dass es diese Probleme gegeben habe, wenn ja, worauf diese zurückzuführen seien und ob das Gesundheitsministerium Analysen vorgenommen hätte. In seiner Antwort erläuterte Bürgermeister Georges Engel den Sachverhalt, Grund für die Probleme sei die Tatsache, dass bei Entwässerungsarbeiten eine Dränage ursprünglich falsch verlegt worden war. Sie wurde in eine Mauer geleitet, auf der sich eine Holztafel befunden habe, die infolge ihrer Durchnässung Schimmel angesetzt habe. Man habe daraufhin die Holztafel weggerissen, die Mauer freigelegt und gut durchlüftet. Bei den im Januar durchgeführten Analysen habe sich kein Schimmelbefall mehr ergeben. Darüber hinaus hat die Gemeindeverwaltung am 16.1. die Resultate einer von der Umweltambulanz in weiteren Klassen durchgeführten Analyse erhalten, wobei erhöhte Benzen- Konzentrationen und Aldehyde-Werte in nicht gesundheitsgefährdender Menge in der Luft festgestellt wurden. Wo diese herkämen, ob es sich um Ausdünstungen der Holzmöbel oder den kurzzeitigen Betrieb von Kompressormaschinen im Schulhof handele, ließe sich allerdings nicht genau feststellen. Dagegen helfe nur eine regelmäßige Lüftung, so Georges Engel zum Abschluss.

Rätin Patricia Speck-Braun (DP) geht auf den Brief einer besorgten Mutter ein, deren Sohn während der Ende Januar vorherrschenden widrigen Wetterverhältnisse mit Schnee und Eisglätte auf dem Schulweg ausgerutscht sei. Die Bürgersteige rundum die "Roudewee"-Schule, so die Rätin, seien, auch nach ihrer diesbezüglichen Intervention bei Umweltschöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) nicht gereinigt worden, obwohl die Gemeinde dazu verpflichtet sei. In seiner detaillierten Antwort betonte Schöffe Marco Goelhausen (LSAP), dass er sofort nach Bekanntwerden des Zwischenfalls die technischen Dienste dorthin beordert habe. Die normalen Wege seien geräumt gewesen und es hätte für den betroffenen Schüler eine Möglichkeit gegeben, auf der gegenüberliegenden Straßenseite sicher zur Schule zu gelangen. Die Gemeinde könne nicht im Falle von Schneefällen innerhalb weniger Stunden alle Gehwege säubern, sorge aber dafür, dass es immer eine Möglichkeit gebe, ohne Gefahren zu seinem Ziel zu gelangen. Im Sinne eines proaktiven Wirkens habe er jetzt Anweisung gegeben, so Schöffe Goelhausen, alle









Wege aufzuzeigen und festzuhalten, um welche sich die Gemeindedienste kümmern müssten.

Rätin Nathalie Morgenthaler (CSV) wollte von der Gemeindeführung wissen, ob es stimme, dass eine Bauschuttdeponie auf Sanemer Territorium entstehen solle. In seiner Antwort gab Bürgermeister Georges Engel bekannt, dass der Standort "Gadderscheier" in Zolver, der zu 80% auf Sanemer und zu 20% auf Differdinger Territorium liege, vom zuständigen Umweltministerium als einer von 3 möglichen Standorten identifiziert worden sei. Man habe jetzt als Gemeinde 3 Monate Zeit, um darauf zu reagieren.

Man habe die Umwelt- und Verkehrskommission mit dem Dossier befasst und stehe dem Ganzen im Moment noch eher zurückhaltend gegenüber, besonders da es in diesem Zusammenhang noch eine Unmenge Fragen gebe, deren Beantwortung noch etwas länger dauern könne. Man sei sich allerdings mit der Nachbargemeinde einig: Falls es dazu käme, müssten die Anlieferungen über die "Collectrice du Sud" und 2 weitere, noch zu bauende "rond-points" erfolgen. Man werde aber zuerst das Gutachten der beiden Kommissionen abwarten und sich dann mit Differdingen abstimmen.

Was das Volumen angeht, so seien 2,6 Mio Kubikmeter und 4,6 Mio Tonnen Bauschutt, dies über 4 Jahre verteilt, vorgesehen. Die Gemeinde erhalte dafür mindestens 30 Eurocent pro Tonne, behalte sich aber vor, dass die Bauschuttdeponie derart funktioniere, dass das Terrain später anderweitig genutzt werden könne.

Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 23 mars 2012

date de l'annonce publique:

date de la convocation des conseillers:

début:

16 mars 2012

16 mars 2012

14h30

17h45

Présents:

M. Engel Georges, président,

Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, M. Schlesser Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s): /

Premier votant:

M. Schlesser Jean-Pierre

Les points 18 à 21 ont été délibérés immédiatement après le point 2 de l'ordre du jour. M. Rings Robert a quitté la séance après le point 2.

M. Piscitelli José n'a pas pris part au vote du point 20.

M. Lorang Mike et Mme Reuter-Angelsberg Dagmar n'ont pas pris part au vote du point 4.

Ordre du jour

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

27. a. Approbation du nouveau contrat d'hébergement-type pour pensionnaires au CIPA

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir retirer le point suivant de l'ordre du jour:

30. Avis du conseil communal relatif à la définition de sites potentiels pour l'implantation d'un centre régional pour déchets inertes dans la région Sud-Ouest

Vote unanime

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

39. Nomination définitive du sieur RICHARD Christophe au poste de rédacteur auprès de l'administration communale à partir du 1^{er} avril 2012

Vote unanime

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir voter le point 35 avant le point 34 de l'ordre du jour.

Vote unanime

SEANCE PUBLIQUE

- 1. Correspondance et Informations
- 2. Présentation de l'évolution de la situation au site Belval

PROJETS

3. Renouvellement de la façade de la mairie à Belvaux. Devis définitif détaillé: 845.250,-€(article budgétaire: 4/0112/2123/004)

Vote unanime

Réfection couche de roulement et trottoir dans différentes rues. Devis supplémentaire: 500.000,- € et crédit: 100.000,- € (article budgétaire: 4/1212/2133/119)

Vote unanime

5. Travaux de génie civil pour les réparations et l'extension du réseau d'eau potable pour les années 2012 à 2013. Devis définitif détaillé: 480.000,- € (article budgétaire: 4/0740/2143/093)

Vote unanime

 Fourniture de matériel pour la réparation du réseau d'eau potable pour les années 2012 à 2013. Devis définitif détaillé: 320.000,- € (article budgétaire: 4/0740/2143/038)

7. Travaux de génie civil pour les réparations et l'extension du réseau de canalisation pour les années 2012 à 2013. Devis définitif détaillé: 120.000,- € (article budgétaire: 4/0733/2143/033)

Vote unanime

8. Renouvellement des orthoplans de la commune. Devis définitif détaillé: 100.000,- € (article budgétaire: 4/1212/2001/005)

Vote unanime

9. Adaptation du système de surveillance des réservoirs d'eau. Devis définitif détaillé: 42.000,- € (article budgétaire: 4/0740/2001/006)

Vote unanime

Acquisition d'une faucheuse débroussailleuse pour les services de régie (service INEN). Devis définitif détaillé: 38.500,- € et crédit: 18.500,- € (article budgétaire: 4/0720/2231/001)

Vote unanime

 Renouvellement de la conduite de distribution du réservoir Belvaux. Devis définitif détaillé: 38.000,- € et crédit: 18.000,- € (article budgétaire: 4/0740/2123/004)

Vote unanime

12. Acquisition de matériel électronique pour la lecture à distance des compteurs d'eau. Devis définitif détaillé: 7.000,- € (article budgétaire: 4/0740/2001/005)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

13. Approbation d'un compromis de vente avec les consorts ANEN concernant l'acquisition de douze parcelles de terrain sises à Soleuvre moyennant un prix de 146.568.75 euros en fayeur des consorts ANEN

Vote unanime

14. Approbation d'un acte de vente avec le sieur Edmond JOACHIM concernant l'acquisition d'une parcelle de terrain sise à Belvaux moyennant un prix de 110.000,- euros en faveur du sieur Edmond JOACHIM

Vote unanime

15. Approbation d'un compromis de vente avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg concernant la vente d'une partie de terrain sise au lieu-dit «Gaderscheuer» moyennant le prix de 2.775,00 euros en faveur de la Commune de Sanem

16. Approbation d'un acte de vente avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg concernant la vente de deux parcelles de terrain sises à Belvaux moyennant le prix de 2.808,75 euros en faveur de la Commune de Sanem

Vote unanime

17. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec Monsieur Lino DAS NEVES CARDOSO, Monsieur Claude MULLER, Madame Sylvie Annette Clémentine IRRTHUM, Monsieur Marc Jean-Pierre PELLER et Madame Maryse Edith Valérie DONDLINGER concernant trois parcelles de terrain sises à Ehlerange

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

18. Approbation (premier vote) de la modification ponctuelle du projet d'aménagement général concernant la zone d'activités «Op den Äässen» à Sanem n'étant pas soumise à l'obligation d'une évaluation environnementale

Abstention(s): 1
Urbany Serge

19. Approbation d'une convention d'exécution pour la réalisation du plan d'aménagement particulier 04/03 portant sur des fonds sis à Belval, commune de Sanem, au lieu-dit «Quartier Belval Nord», entre la commune de Sanem et la société Agora S.à r.l. et Cie

Vote(s) positif(s): 9	Abstention(s): 5
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis,	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie,
Cecchetti Myriam, Engel Georges,	Reuter-Bauler Carine,
Goelhausen Marco, Piscitelli José,	Speck-Braun Patricia, Urbany Serge
Reuter-Angelsberg Dagmar,	
Schlesser Jean-Pierre,	
Tornambé-Duchamp Nadine,	

20. Approbation (vote définitif) du projet d'aménagement particulier au lieu-dit «Ennert dem Dreisch» à Soleuvre pour le compte de la société Niederfeelen S.a..

Vote(s) positif(s): 12	Vote(s) négatif(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis,	Urbany Serge
Cecchetti Myriam, Engel Georges,	
Goelhausen Marco, Lorang Mike,	
Morgenthaler Nathalie,	
Reuter-Angelsberg Dagmar,	
Reuter-Bauler Carine, Schlesser Jean-Pierre,	
Speck-Braun Patricia,	
Tornambé-Duchamp Nadine,	

21. Approbation d'une convention d'exécution du plan d'aménagement particulier pour la construction de 12 maisons unifamiliales sises à Sanem, au lieu-dit «rue de l'Industrie» - parcelles inscrites au cadastre sous les numéros 1997/7877, 1997/6540 et 1997/6541 section B de Sanem, entre la Commune de Sanem et la société Select Commerce S.A.

Vote unanime

FINANCES

22. Modification budgétaire de 1.904,34 €concernant la pose de gaines de réserve pour les raccordements privés à la conduite d'eau dans la rue d'Esch à Ehlerange. (article budgétaire: 4/0740/2143/100- crédit disponible 2012: 0,- €)

Vote unanime

23. Approbation de décomptes

Article	Libellé	Devis	Dépenses
4 0125 2123 004	Plans d'évacuation bâtiments communaux	0,00	18.878,95
4 0134 2123 018	Silos mobiles pour sel de déneigement	28.000,00	23.707,25
4 0134 2231 001	Acquisition de véhicules automoteurs	82.000,00	76.638,30
4 0420 2123 040	Renouvellement chauffage école	47.400,00	44.994,12
	Belvaux-Poste		
4 0613 2231 001	Acquisition d'un minibus	25.875,00	25.875,00
4 0631 2123 002	Réparation/rénovation dans crèche	8.000,00	7.229,99
4 0720 2163 006	Aire de jeux cité Gewaennchen Ehlerange	193.000,00	149.685,41
4 1212 2133 113	Renouvellement corps de chaussée dans	200.000,00	195.663,76
	la rue J.F. Kennedy Soleuvre		

Vote unanime

24. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant demandé	Montant accordé
FLTT	75° anniversaire	Don	0,00 €
Natur & Emwelt Natura	Subside		0,00 €
Club Senior Prenzenbierg	Carte membre 2012	15,00 €	0,00 €
ASTM	Soutien financier		0,00 €
Alzheimer	Subside		0,00 € faire nou-
			veau règlement
Fondation cancer	Subside	Don	0,00 € faire nou-
			veau règlement
Amicale Albert	Cotisation	25,00 €	25,00 €
Ungeheuer			
Stemm vun der Stroos	Subside		100,00 €
Protection Civile	Subside annuel	Polos uniformes	3.020,00 €htva
Ligue médico-social	Participation		Pas de participa-
	financière		tion financière,
			puisque la com-
			mune met à leur
			disposition un
			soutien matériel.

25. Nomination de délégués dans le «Klimabündnis Lëtzebuerg»

Proposition du collège des bourgmestre et échevins:

Délégué:	CECCHETTI Myriam
Délégué suppléant:	GOELHAUSEN Marco

Vote unanime

26. Nomination des membres et membres-suppléants de la Commission de l'intégration

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Natio- nalité
1	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	Е	Atyam Medjo épse Ondoa Lydia	L-4991 Sanem	membre étranger	came- rounaise
2	Intégration (Commission de l')	obligatoire	Ε	De Magalhaes Moreira épse Goncalves de Araujo Sofia	L-4437 Soleuvre	membre étranger	portu- gaise
3	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	Ε	Demange Nathalie	L-4383 Ehlerange	membre étranger	française
4	Intégration (Commission de l')	obligatoire	Ε	Dyer épse Marchand Joanne	L-4993 Sanem	membre étranger	britan- nique
5	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	Ε	Delwiche Vincent	L-4408 Belvaux	membre étranger	belge
6	Intégration (Com- mission de l')			Monteiro Sylvie	L-4450 Belvaux	membre étranger	portu- gaise
7	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	Е	Ajdarpasic Resmija	L-4521 Soleuvre	membre étranger	yougos- lave
8	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	Ε	Mora Bares Philippe	L-4430 Belvaux	membre étranger	espa- gnole
9	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	Ε	Passeri Marcello	L-4383 Ehlerange	membre étranger	italienne
10	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	Е	Prisco Antonio	L-4406 Belvaux	membre étranger	italienne
11	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	Е	Maksimovic Drenka	L-4436 Belvaux	membre luxem- bourgeois	luxemb.
12	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	Ε	Balog Sandor	L-4485 Soleuvre	membre luxem- bourgeois	luxemb.
13	Intégration (Commission de l')	obligatoire	Е	Bronzetti Denis	L-4489 Belvaux	membre luxem- bourgeois	luxemb.
14	Intégration (Commission de l')	obligatoire	Е	Castagna René	L-4993 Sanem	membre luxem- bourgeois	luxemb.

15	Intégration (Com-	obligatoire	F	Medina lanacio	L-4475 Soleuvre	membre	luxemb.
	mission de I')	00119410110	_	Triodinia ignacio	2 177 0 0010 0010	luxem-	Idixorrior
	,					bourgeois	
16	Intégration (Com-	obligatoire	Е	Trierweiler	L-4407 Belvaux	membre	luxemb.
	mission de l')			Marcel		luxem-	
						bourgeois	
17	Intégration (Com-	obligatoire	Е	Weber	L-4989 Sanem	membre	luxemb.
	mission de l')			Jean-Louis		luxem-	
	,					bourgeois	
18	Intégration (Com-	obligatoire	Ε	Schummer	L-4470 Soleuvre	membre	luxemb.
	mission de l')			Natascha		luxem-	
						bourgeois	
19	Intégration (Com-	obligatoire	Ε	Wilwert Sylvie	L-4992 Sanem	membre	luxemb.
	mission de l')					luxem-	
						bourgeois	
20	Intégration (Com-	obligatoire	Ε	Bocci Jean-Luc	L-4380 Ehlerange	membre	luxemb.
	mission de l')					luxem-	
						bourgeois	
21	Intégration (Com-	obligatoire	S	Bennoui Oirida	L-4463 Soleuvre	membre	française
	mission de l')					étranger	
22	Intégration (Com-	obligatoire	S	Betsi épse	L-4487 Belvaux	membre	came-
	mission de l')			Hoffmann		étranger	rounaise
				Marie-Claire			
23	Intégration (Com-	obligatoire	S	Kojima épse	L-4988 Sanem		japo-
	mission de l')			Glodt Keiko		étranger	naise
24	Intégration (Com-	obligatoire	S	Ribeiro Monteiro	L-4437 Soleuvre	membre	portu-
	mission de l')			épse Magalhaes		étranger	gaise
				Cerqueira Odete			
25	Intégration (Com-	obligatoire	S		L-4411 Soleuvre	membre	ukra-
	mission de l')			Kühn Kateryna		étranger	
26	Intégration (Com-	obligatoire	S		L-4464 Soleuvre	membre	came-
	mission de l')			Flore		étranger	
27	Intégration (Com-	obligatoire	S		L-4405 Soleuvre	membre	italienne
	mission de l')			Massimo		étranger	
28	Intégration (Com-	obligatoire	S		L-4991 Sanem	membre	
	mission de l')			Weyland Maria		étranger	
29	Intégration (Com-	obligatoire	S		L-4490 Belvaux	membre	italienne
	mission de l')	1 11 1 1	_	Roby	1 440 4 0 1	étranger	
30	Intégration (Com-	obligatoire	S		L-4484 SOIEUVIE	membre	portu-
21	mission de l')	abliant-!	٠	Carlos	I 4400 Dah :: ::	étranger	gaise
31	Intégration (Commission de l')	opiigatoire	5	Nagy Dimitrina	L-4480 Belvaux	membre luxem-	luxemb.
	mission de r)			Nagy Dimilina			
			_	Thilass	1 4449 Color n #0	bourgeois	
30	Integration (Com	ANIMATAIRA		11 111/4/45	L-4448 Soleuvre	membre	luxemb.
32	Intégration (Com-	obligatoire	S	_		luvom	
32	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	3	Jean-Pierre		luxem-	
	mission de l')			Jean-Pierre	1 4090 Sanom	bourgeois	
32	mission de l') Intégration (Com-			Jean-Pierre Majerus épse	L-4989 Sanem	bourgeois membre	
	mission de l')			Jean-Pierre	L-4989 Sanem	bourgeois membre luxem-	luxemb.
33	mission de l') Intégration (Commission de l')	obligatoire	S	Jean-Pierre Majerus épse Kralj Agnes		bourgeois membre luxem- bourgeois	luxemb.
	mission de l') Intégration (Commission de l') Intégration (Com-	obligatoire	S	Jean-Pierre Majerus épse Kralj Agnes Cecchetti	L-4989 Sanem L-4989 Sanem	bourgeois membre luxem- bourgeois membre	luxemb.
33	mission de l') Intégration (Commission de l')	obligatoire	S	Jean-Pierre Majerus épse Kralj Agnes		bourgeois membre luxem- bourgeois	luxemb.

35	Intégration (Commission de l')	obligatoire	S	Flamini Silvano	L-4440 Soleuvre	membre luxem- bourgeois	luxemb.
36	Intégration (Commission de l')	obligatoire	S	Klein Christian	L-4431 Belvaux	membre luxem- bourgeois	luxemb.
37	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	S	Kombo Alexis	L-4435 Soleuvre	membre luxem- bourgeois	luxemb.
38	Intégration (Commission de l')	obligatoire	S	Pereira Neves Jonathan	L-4412 Belvaux	membre luxem- bourgeois	luxemb.
39	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	S	Schmitt Charles	L-4479 Soleuvre	membre luxem- bourgeois	luxemb.
40	Intégration (Commission de l')	obligatoire	S	Sciamanna Alfiero	L-4407 Belvaux	membre luxem- bourgeois	luxemb.

- 01-10 membres effectifs étrangers
- 11-20 membres effectifs luxembourgeois
- 21-30 membres suppléants étrangers
- 31-40 membres suppléants luxembourgeois

Vote unanime

27. Changement de la composition des commissions consultatives

Démissions:

Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Parti, Association
3 ^{ième} âge (Commission du)	facultative	S	GRISIUS Willy	4986 Sanem	membre externe	LRIV

Nominations:

Culture (Com-	facultative	S	SCHILLING	4467 Soleuvre	membre	CSV
mission de la)			Lucien		politique	
Scolaire	obligatoire	S	HUBERTY Mario	4986 Sanem	membre	CSV
(Commission)					politique	
3 ^{lème} âge (Com- mission du)	facultative	S	COURANGE Fernand	4987 Sanem	membre externe	LRIV

27. a. Approbation du nouveau contrat d'hébergement-type pour pensionnaires au CIPA

Vote unanime

- 28. Approbation de statuts
 - a. Theaterfrënn Bieles ASBL (catégorie 1.2 culture)

Prise de connaissance

- 29. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
 - a- Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de voirie effectués sur le boulevard Charles de Gaulle à Esch/Alzette pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins le 2 mars 2012
 - b- Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de réparation de la fuite d'eau à la hauteur de la résidence n°203 rue de Niederkorn pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins le 12 mars 2012
 - c- Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de restructuration de la canalisation dans la cité des Aulnes à Sanem pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins ce 23 mars 2012

Vote unanime

30. Avis du conseil communal relatif à la définition de sites potentiels pour l'implantation d'un centre régional pour déchets inertes dans la région Sud-Ouest

Point retiré de l'ordre du jour

31. Questions et divers

SEANCE A HUIS CLOS

CENTRE INTEGRE POUR PERSONNES AGEES

32. Promotion de la dame KRISCHLER Joana, infirmière au CIPA de Soleuvre, au poste d'infirmière en chef, grade 7-bis, avec effet au 1^{er} avril 2012

Promotion accordée.

33. Nomination d'un infirmier m/f à raison de 30 heures/semaine au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap», et à durée indéterminée sous le statut de salarié bénéficiant du CCT SAS, carrière PS4

Est nommé: aucun

34. Nomination d'un aide-soignant m/f à raison de 40 heures/semaine au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap», et à durée indéterminée sous le statut de salarié bénéficiant du CCT SAS, carrière PS5

Est nommée: Kieffer Nancy

35. Nomination d'un aide-soignant m/f à raison de 30 heures/semaine au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap», et à durée indéterminée sous le statut de salarié bénéficiant du CCT SAS, carrière PS5

Est nommée: Conrardy Alexandra

ADMINISTRATION

36. Nomination provisoire d'un expéditionnaire administratif m/f au secrétariat communal sous le statut du fonctionnaire communal

Est nommée provisoirement: Urbing Ramona

37. Nomination définitive du sieur HINTERSCHEID Jil au poste d'expéditionnaire administratif auprès de l'administration communale à partir du 1^{er} mai 2012

Est nommé définitivement: Hinterscheid Jil

38. Promotion de la dame MARCHEWKA Ruth, salariée (anciennement employée privée) à mi-temps, sous contrat de travail à durée indéterminée au sein de l'administration communale, du grade 12 au grade 13

Promotion accordée.

39. Nomination définitive du sieur RICHARD Christophe au poste de rédacteur auprès de l'administration communale à partir du 1^{er} avril 2012

Est nommé définitivement: Richard Christophe

Gemeinderatssitzung Sanem vom 23. März 2012

Neue Fassade für das Gemeindehaus in Beles

Die Gemeinderatssitzung am 23. März 2012 beinhaltete insgesamt 39 Punkte, unter denen vor allem einige wichtige Angelegenheiten bezüglich der kommunalen Raumplanung und die Erneuerung der Fassade des Gemeindehauses in Beles die meiste Aufmerksamkeit auf sich zogen.

BELES

Vor dem eigentlichen Beginn der heutigen Sitzung bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) im Namen des Schöffenrates der Tagesordnung zwei Punkte hinzuzufügen und einen Punkt zu vertagen. Hierbei handelte es sich erstens um den Beherbergungsvertrag für das neue gemeindeeigene Altenheim REWA (Résidence "Op der Waassertrap") in Belval-Nord, der in der vergangenen Sitzung vom Direktor des Altenheims vorgestellt worden war und zweitens um die definitive Nominierung eines Gemeindebeamten. Die Beurteilung des Gemeinderates betreffend die Implantation einer regionalen Bauschuttdeponie wurde wegen Unklarheiten seitens der Umweltverwaltung, die eine Besichtigung des Standortes Gadderscheier abgesagt hatte, verschoben.

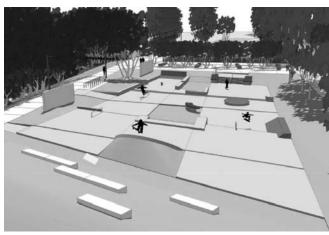
PRÄSENTATION EINES RÜCK- UND AUSBLICKES 2011/2012 ÜBER DAS BEIVAL-GELÄNDE

Am Anfang der Sitzung teilte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) dem Gemeinderat zwei Informationen mit. Zum einen überbrachte er gute Nachrichten hinsichtlich der Gemeindefinanzen. So erhält die Gemeinde 17,8%, d.h. über 2.1 Mio. mehr an Gewerbesteuer und 2.6%. d.h. 487.303 Euro mehr an staatlichem Zuschuss als vorgesehen. Zum anderen gab der Bürgermeister über Neuigkeiten in Bezug auf die Untersuchungshaftanstalt Uerschterhaff bekannt. Bei einer Unterredung mit Vertretern der Behörde für öffentliche Gebäude und dem Justizministerium im vergangenen Februar, wurde der Schöffenrat über den Planungsstand der Untersuchungshaftanstalt und über 2 neue Elemente informiert. Bei dieser neuen Struktur, die ab 2017/1018 in Betrieb genommen werden soll, wird auch ein Ausbildungszentrum für Strafvollzugsbeamten errichtet. Außerdem wird eine Polizeieinheit von ungefähr 60 Beamten, die in 3 Schichten neben dem Transport der Untersuchungshäftlinge ebenfalls mit Patrouillenfahrten rund um das Gebiet befasst werden. Dies dient zur Verstärkung der umliegenden Polizeibüros und die Sicherheit wird somit auf einem hohen Niveau gehalten.

Anschließend gab Bürgermeister Georges Engel (LSAP) gemeinsam mit der Gemeindearchitektin Nadine Dording einen Einblick auf die Entwicklung des neuen Viertels auf Belval, das einen wesentlichen Einfluss auf die demografische und wirtschaftliche Entwicklung der Gemeinde Sanem haben wird. Anhand einer Powerpoint-Präsentation wurden dem Gemeinderat die Highlights hinsichtlich der Planung, der Erschließung und der Bauprojekte und der Planung für die Jahre 2011 und 2012 präsentiert.

Zu den Höhepunkten 2011 auf Sanemer Seite gehören unter anderem der Abschluss des Wettbewerbs bezüglich des "Central Square", die Erarbeitung des städtebaulichen Konzeptes des "Accès Sud", der in Rechtskraft getretene Teilbebauungsplan 04/03 im Wohnviertel Belval Nord, die Vorzertifizierung in Gold für Belval als nachhaltiges Stadtquartier von der DGNB (Deutsche Gesellschaft für nachhaltiges Bauen e.V.), der Baubeginn der P+R-Anlage, die Eröffnung des "Accès Sud", die Fertigstellung des Lycée Belval, der Ringstraßen rund um den "Square Mile" und von zwei Wohnblöcken auf Belval Nord.

Die Glanzpunkte für das Jahr 2012 werden für die Sanemer Gemeinde die Inbetriebnahme des Altenheims (REWA - Résidence "Op der Waassertrap") und die Fertigstellung des dazugehörigen Platzes, einige Wohnbauprojekte und die Anlage des "Public Green" (Auszug aus dem Plan Directeur Belval: "Das Konzept, Wohnen in der Landschaft' setzt auf ein zusammenhängendes Landschaftsbild. (...) Die öffentlichen Grünflächen ziehen sich in Form von, grünen Fingern' durch das Wohnquartier. Sie zeichnen sich durch offene Wiesenstrukturen mit vereinzelten Baumgruppen/Einzelbäumen aus. Dadurch wird ein einheitliches Gesamtbild erzeugt, das zur Adressbildung des Gebietes beiträgt. Die öffentlichen Grünflächen sind quartiersgenutzte Freiflächen.") im Wohnquartier Belval Nord, die Eröffnung des Skate-Parks und der Baubeginn des "Parc Belval" sein. Im "Square Mile" und in der angrenzenden "Southlane" wird ebenfalls mit dem Bau einer Reihe von Gebäuden begonnen. Hier werden unter anderem ein 4Sterne-Plus Hotel, ein Laboratorium von Ketter-Thill, Studenten- und Dozentenwohnungen, Restaurants und Geschäfte ihren Platz finden.



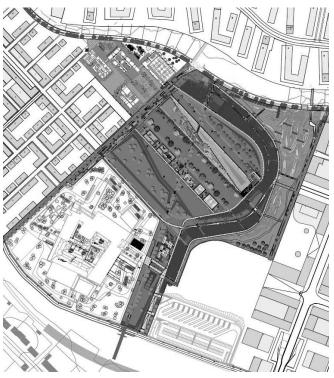
Skate Park



DGNB Deutsche Gesellschaft für Nachhaltiges Bauen



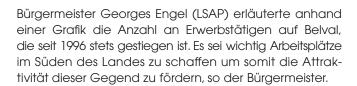
Central Square



Parc Belval



Lycée Belval



Im Anschluss daran stellte Gemeinderat Serge Urbany (déi Lénk) zwei Fragen. Erstens ging es hierbei um die Vereinbarkeit des "public green" mit dem schadstoffbelasteten Boden vergangener Stahlindustriezeiten und zweitens warum der Verkehrsgarten für Kinder nicht in einer ruhigeren Gegend wie zum Beispiel auf Belval angelegt werde anstatt in der Industriezone Gadderscheier. Daraufhin gaben sowohl Bürgermeister Georges Engel (LSAP) als auch Gemeinderat Robert Rings (déi Gréng) und Schöffe Marco Goelhausen Erklärungen ab. Das "public green"-Konzept hat nichts mit dem belasteten Boden zu tun. Das erstere sei im Wohnviertel auf Belval Nord, wo früher nur Kühe gegrast haben. Hier werden zwischen den Gemeinschaftsflächen und Privatgärten Grünanlagen angelegt, die für die Allgemeinheit zugänglich ist. Der verschmutzte Boden befand sich jedoch auf dem "Plateau St.Esprit" und wurde zum Teil ins Ausland entsorgt, zum Teil in einem Schweizer Verfahren neben der Autobahn (beim Kreisverkehr Raemerich) mit undurchlässigen Außenwänden und Dach eingegraben. Was den Kinderverkehrsgarten betrifft, wird dieser nur im Frühjahr für wenige Monate genutzt. Es wäre schade eine fast ungenutzte Anlage im Park Belval zu errichten, dieses Areal könne besser für andere Zwecke genutzt werden. Zudem wird der Verkehrsgarten in der "Gadderscheier"-Zone so angelegt, dass keine Gefahr von Lastwagen ausgeht. Außerdem sei es eigentlich irrelevant in welcher Ortschaft sich der Verkehrsgarten



Ringstrasse rund um den Square Mile

befindet, die Kinder und Schulklassen müssen immer aus den vier Ortschaften der Gemeinde dorthin gebracht werden.

DP-Rätin Patricia Speck-Braun fragte in diesem Rahmen nach den kontaminierten Weihern der Stahlindustrie auf dem "Plateau St.Esprit". Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte, dass er vor kurzem in einer Unterredung mit dem technischen Dienst der Gemeinde erfahren habe, wie die Schwermetalle aus den Weihern entsorgt werden könnten. Zum einen gäbe es ein spezielles Entlüftungsverfahren, zum anderen könnte man das ganze Wasser abtransportieren. Beide Lösungen sind sehr kostspielig, die Gemeinde beteiligt sich nur zu einem kleinen Teil an den Kosten für die Analysen und an den danach anfallenden Maßnahmen der Erschließungsgesellschaft AGORA und der Arcelor Mittal. Sobald es neue Erkenntnisse über die organischen Schadstoffe in den Weihern gibt, wird der Gemeinderat selbstverständlich darüber in Kenntnis gesetzt.

Zuletzt erkundigte sich Gemeinderat Mike Lorang (CSV) über den Fortschritt der "Liaison Micheville", woraufhin der Bürgermeister mitteilte, dass auf luxemburgischer Seite die Arbeiten gut voranschreiten, so dass die Verbindung mit Frankreich 2014/2015 operationell sein könnte. Allerdings hängt an diesem Vorhaben die Anbindung an die Autobahn A4 (hinter dem Kreisverkehr Raemerich) dran, deren Baubeginn erst 2014 vorgesehen ist. Die Gemeinde versucht mit Nachdruck mit den zuständigen Ministerien zu verhandeln, das betreffende Gesetzesprojekt früher zu verabschieden.

PUNKTUELLE UMÄNDERUNG DES PAG "OP ÄÄSSEN" SORGT FÜR DISKUSSIONEN

Da die Gemeindearchitektin bereits bei der vorangegangen Präsentation anwesend war, wurden die vier Punkte bezüglich der kommunalen Raumplanung vorgezogen, die sodann von ihr vorgestellt wurden.

Beim ersten Punkt handelte es sich um die punktuelle Umänderung des allgemeinen Bebauungsplans (PAG – plan d'aménagement général) in Bezug auf die Aktivitätszone "op den Äässen" in Sanem. In der rue d'Esch in besagter Ortschaft soll die bestehende Aktivitätszone erweitert werden und daher muss das betroffene Gelände neu zugeordnet werden. Auf Rat des zuständigen Ministeriums hin, soll diese Abänderung auch die von einem kommunalen in ein regionales Gewerbegebiet beinhalten.

Gemeinderat Serge Urbany (déi Lénk) äußerte sich kritisch gegenüber diesem Vorhaben und kündigte seine Enthaltung an. Eine Aktivitätszone sei an dieser Stelle schon immer eher fehl am Platz und inkompatibel mit den umliegenden Wohnhäusern gewesen. Die bereits dort anaesiedelte Firma zur Plastikherstelluna sei als industrielles Gewerbe eigentlich laut den neuen Vorgaben für die Zone hier nicht möglich. Weiterhin zweifelte er die Umänderung der kommunalen Aktivitätszone in eine regionale Zone an. Dies werfe die Frage auf, mit welchem Gemeindesyndikat man zum Teilen der Kosten, aber auch der Einnahmen, zusammenarbeiten werde. Er befürchtete eine Akzeptierung der Umgehungsstraße bei einer Zusammenarbeit mit der Gemeinde Bascharage. Er könne diesem Punkt nicht zustimmen, da es keine ideale Lösung sei und gesamtbaulich gesehen zu viele Fragen offenlasse. Nochmals wiederholte er die Forderung nach einer Kommission die sich mit dem kommunalen Entwicklungsplan befasst. Daneben fügte der déi Lénk-Rat hinzu, dass man bei diesem Projekt (gegenüber dem privaten Projekt Belval) als Gemeinde ein Entscheidungsrecht habe und daher einen anderen Plan vorsehen könne und müsse.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erwiderte zunächst, dass man ebenfalls auch beim Thema Belval einen bedeutenden Einfluss als Gemeinde habe, da alle Bauprojekte im Gemeinderat gestimmt werden müssen. Die Gemeinde hat also ein nicht belangloses Gewicht was die Entwicklung im neuen Viertel Belval betrifft. Weiterhin verdeutlichte er, Fakt sei es nun mal,

dass sich dieses Gewerbegebiet und die umliegenden Häuser dort befinden, daran könne man nichts ändern. Das Potenzial für den Wohnungsbau ist daher an dieser Stelle nicht besonders groß und man bemühe sich die dortigen Grundstücke als Gemeinde zu kaufen. Außerdem hinterfragte er die Verbindung dieses Projektes mit der Umgehungsstraße von Bascharage, die der Rat Serge Urbany (déi Lénk) angesprochen hatte. Man könne ja nicht wegen der Diskussion um die Umgehungstraße aus allen Syndikaten heraustreten in denen Bascharage vertreten ist. Es gehe hier nicht um eventuelle Kompetenzprobleme, sondern nur um dieses eine Gewerbegebiet und es sei noch nicht entschieden in welches Syndikat man diese Zone eingliedern werde. Zu dem dort ansässigen Betrieb, bemerkte der Bürgermeister, dass diese aus Granulat Rohre fertigt, was durchaus als Handwerk bezeichnet werden kann und somit in einer nicht-industriellen Gewerbezone bleiben darf. Außerdem gebe es auch keine großen Lärm- oder Umweltbeschwerden bezüglich dieser Firma.

Déi Lénk-Gemeinderat Serge Urbany ließ daraufhin wissen, dass er nie von einem Austritt aus den Gemeindesyndikaten gesprochen habe und behauptete sich allerdings darauf, dass eine regionale Gewerbezone Konsequenzen auf den Straßenbau habe und deshalb auch die besagte Umgehungsstraße angesprochen werden müsse. Hinter der wirtschaftlichen Entwicklung müsse ein politisches Konzept stehen und daher sollte man sich gut überlegen in welches Gemeindesyndikat man einsteige. Zum Thema Belval meinte der déi Lénk-Rat, dass der Gemeinderat trotz Abstimmung über die Bauprojekte keinen Einfluss auf die Preise und Ansiedlung habe.

Gemeinderätin Patricia Speck-Braun (DP) schloss sich der Forderung nach einer beratenden Kommission zur kommunalen Raumplanung an, die solche Diskussionen in einer Gemeinderatssitzung verhindern würde.

LSAP-Gemeinderat Jos Piscitelli betonte vor der Abstimmung nochmals die Tatsache der bereits bestehenden Aktivitätszone. Diese sei vielleicht nicht ideal oder schön, aber mit diesem Projekt wolle man eine Verbesserung erreichen. Dieser Punkt wurde somit mit 1 Enthaltung von déi Lénk-Rat Serge Urbany und 13 Ja-Stimmen verabschiedet.

NEUE BESTIMMUNGEN IN DER KONVENTION ZUR REALISIERUNG DES PAP 04/03 BELVAL-NORD

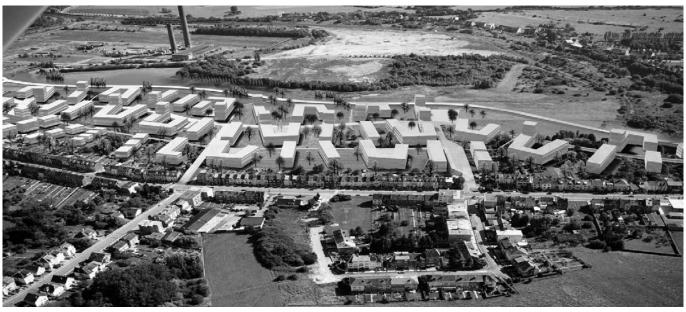
Bürgermeister Georges Engel (LSAP) verkündete, dass die Gemeindeverwaltung die Konvention zur Durchführung des Teilbebauungsplans 04/03 (PAP – plan d'aménagement particulier) im Wohnviertel Belval-Nord erst am vorigen Tag erhalten hatte.

Eine Besonderheit und der daraus resultierende Grund der längeren Vorbereitungsdauer des Übereinkommens bestanden darin, dass es sich hierbei um den ersten PAP handelt der mehr als 1 ha beinhaltet seit dem Inkrafttreten des "Pacte Logement". Dies bedeutet konkret neue Bestimmungen für den Bauträger, und in diesem Fall auch für die Erschließungsgesellschaft (Agora). Diese verpflichten sich in nun 10% der Wohnungen oder der Baufläche an Empfänger von staatlichen Wohnbeihilfen (Aide au logement – Primes) zu verkaufen.

Die Schwierigkeit bestand aber darin, dass das Gesetz zum "Pacte Logement" nur diese Bedingung der 10% vorgibt ohne weitere Definition zur weiteren Umsetzung. Deshalb hat die Gemeinde mit einem juristischen Berater die Konvention und die Auflagen ausgearbeitet, damit diese 10%-Klausel auch in Realität eingehalten wird. Somit übernimmt die Gemeinde auch hier eine aktive Rolle mit einer Kontrollfunktion und kann gegebenenfalls Druck auf die Promotoren ausüben.

Die Gemeinderäte Nathalie Morgenthaler (CSV) und Patricia Speck-Braun (DP) sprachen im Namen ihrer jeweiligen Fraktionen ihre Enthaltung aus. Man habe das Dokument zu kurzfristig erhalten und daher hatte man nicht genügend Zeit um den Text sorgfältig zu analysieren, obwohl man diese Initiative im Prinzip befürworte. Déi Lénk-Rat Serge Urbany schätzte ebenfalls, dass der Schöffenrat sich mit der neuen 10%-Bestimmung auseinandergesetzt habe, dennoch habe auch er Bedenken. Erstens beanstandete er den Zeitmangel und zweitens hinterfragte er die Qualität der Wohnungen für die Empfänger der staatlichen Unterstützung. Man müsse sicher stellen, dass die Bauträger bei diesen Wohnungen die gleiche qualitative Arbeit verrichten wie bei den anderen. Außerdem bemängelte er das Schlupfloch für die Promotoren. Bei Nichteinhaltung der Klausel müssen sie eine Entschädigungssumme an die Gemeinde bezahlen und er befürchte, dass dies also nicht dem sozialen Wohnungsbau entspreche und da in der Konvention keine festgesetzten Preise stehen, können sich Leute mit niedrigerem Einkommen eventuell weiterhin keine Wohnung leisten.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) versuchte nach den Ausführungen der Opposition zu beschwichtigen. Es handele sich hierbei nicht um sozialen Wohnungsbau per se, sondern diese 10%-Klausel betrifft die Begünstigten einer staatlichen Subvention. Außerdem werde das Geld, das die Gemeinde als Entschädigung bei Nichteinhaltung der 10% erhält, für andere Wohnbauprojekte zu moderaten Preisen genutzt werden. Weiterhin erklärte er, dass die Gemeinde hier sich wohl ein Mitspracherecht verschafft habe, dennoch auf dieser Ebene keinen Einfluss auf den



Das Wohnviertel Belval Nord wächst weiter.

landesweiten Wohnungspreismarkt habe. Diese Konvention sei eine Ergänzung zum Gesetz, das zu vage sei, deshalb habe man mit dieser Konvention den Handlungsspielraum der Gemeinde erweitert. Die Alternative sei gewesen, sich auf ein ungenaues Gesetz zu verlassen ohne Einwirkungsmöglichkeiten.

Die Konvention wurde dann mit 9 Ja-Stimmen und 5 Enthaltungen der Oppositionsparteien gestimmt.

NEUE WOHNSIEDLUNG "ENNERT DEM DRÉISCH" IN ZOLWER

Bei der definitiven Abstimmung über den Teilbebauungsplan "Ennert dem Dréisch" in Zolwer war sich der Gemeinderat wieder uneinig. Nachdem einige Reklamationen bezüglich dieses Projektes eingereicht wurden, hatte der Schöffenrat die Leute empfangen und gehört. Bei der ersten Beschwerde handelte es sich um den Grünstreifen direkt neben der Einfahrt in das neue Quartier. Sowohl die Gemeindeverwaltung wie der Bauträger sehen keine Beanstandung dieser Forderung nachzukommen und diesen Grünstreifen zu verbreitern. Beim zweiten Einwand ging es um die Baudichte der Wohnsiedlung. Dieser Reklamation kommt man allerdings nicht entgegen, da 35 Einheiten pro Hektar als nicht zu hoch eingeschätzt wird.

Gemeinderat Serge Urbany (déi Lénk), der sich bei dem ersten Votum zu diesem Projekt wegen den Einwänden der "Commission de l'aménagement du territoire" enthalten hatte, kündigte nun seine Gegenstimme an. Er sehe bei diesem Bauvorhaben viele aufkommende Probleme, der steigende Verkehr, der isolierte Standort und der Einschnitt in die Lebensqualität der Bewohner der bereits dort stehenden Häuser seien nicht vereinbar. Daraufhin entgegnete der Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass es nur 1 Zufahrt für Kraftfahrzeuge geben wird, daher das Verkehrsaufkommen nicht wesentlich gesteigert wird.

Außerdem betonte er, dass es dagegen einige Zufahrtswege mehr für die "mobilité douce" (Fahrradwege, etc.) in der neuen Siedlung geben wird. Es handele sich hier um eine neue tolle Siedlung mitten in der Ortschaft mit allen nötigen Infrastrukturen wie Schulen und Geschäften in nächster Gegend. Dieser Punkt wurde sodann mit einer Gegenstimme und 12 Ja-Stimmen verabschiedet.

Bei der Konvention zum PAP "rue de l'Industrie" in Sanem, wobei es um den Bau von 12 Einfamilienhäusern ging, waren sich die Gemeinderäte alle einig.

DAS GEMEINDEHAUS IN BELES BEKOMMT EINE NEUE FASSADE

Der erste Kostenvoranschlag auf der heutigen Tagesordnung war die Erneuerung der Fassade des 1965 erbauten Gemeindehauses in Beles. Wie Bürgermeister Georges Engel (LSAP) mitteilte, läuft die Renovierung des Gebäudes bereits seit einigen Jahren und wird auch noch ein paar dauern bis alle nötigen Arbeiten abgeschlossen sein werden. Zum einen können die Bauarbeiten nur phasenweise vorgenommen werden, da das Gebäude funktionell bleiben muss. Zum anderen ziehen die Ausbesserungsarbeiten hohe Kosten mit sich, so dass das Gesamtvorhaben nach den Bedürfnissen und den verfügbaren finanziellen Mitteln fortgeführt wird.

Dieses Jahr steht nun die neue Fassade auf dem Programm. Die Analysen haben aufgezeigt, dass mit dieser Sanierung nicht mehr gewartet werden kann. Von außen sieht man am Gebäude die wetterbedingten Korrosionsschäden an den Stahl- und Betonpfeilern und dies könnte mittelfristig zu Stabilitätsproblemen führen, falls nicht gehandelt werde. Bei dieser Instandsetzung wird das Gemeindehaus ebenfalls isoliert und die Fenster ausgetauscht, um den Energieverbrauch zu senken.



Die Fassade des Gemeindehauses in Beles wird erneuert.

Nachdem Herr Matheys des zuständigen Architektenbüros Alain Leer und Marc Peffer vom technischen Dienst der Gemeinde weitere ausführlichere technische Erläuterungen gegeben hatten, wurde der Kostenvoranschlag in Höhe von 845.000 Euro einstimmig verabschiedet.

Desgleichen herrschte Einstimmigkeit bei den Kostenvoranschlägen für die Instandsetzung von Straßenbelägen und Bürgersteigen in verschiedenen Straßen in Höhe von 500.000 Euro, für die Reparaturarbeiten, den Ausbau und die Beschaffung des dazugehörigen Materials vom Trinkwassernetz für insgesamt 800.000 Euro für die Jahre 2012 und 2013. Ebenso wurden 120.000 Euro für die Ausbesserungs- und Erweiterungsarbeiten am Kanalisationsnetz einhellig verabschiedet.

Ebenfalls ohne Gegenstimme genehmigten die Gemeinderäte die Erneuerung der fotogrammetrischen Luftbilder des Gemeindeterritoriums (frz.: orthoplans), die Umrüstung der Überwachungssysteme in den Wasserreservoirs, die Anschaffung einer Mähmaschine, die Auffrischung des Zuleitungsrohres zwischen dem Wasserbehälter und der rue de la Gare in Beles und den Ankauf von elektronischem Material für die Fernablesung der Wasserzähler.

Bei den 5 Immobilientransaktionen gab es ebenfalls keine Beanstandungen. Genauso verhielt es sich bei der Modifikation eines Budgetartikels bezüglich der Verlegung von Reservewasserleitungen in der rue d'Esch in Ehleringen, bei der Abstimmung über verschiedene Abschlussrechnungen und einiger Zuschüsse für Vereinigungen.

ERÖFFNUNG DES NEUEN ALTENHEIMS IN BELVAL-NORD MUSS VERSCHOBEN WERDEN

Anschließend wurden die Vertreter der Gemeinde im "Klimabündnis Lëtzebuerg", Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) und Schöffe Marco Goelhausen (LSAP), für ein weiteres Mandat genannt.

Zu der Nominierung der Mitglieder und stellvertretenden Mitglieder der neuen Kommission für Integration gab Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) weitere Details. Es sei keine einfache Aufgabe gewesen die Zusammensetzung dieser beratenden Kommission durchzuführen. Im November vergangenen Jahres war ein neues großherzogliches Reglement diesbezüglich in Kraft getreten, davor saßen Mitglieder jeder Partei in dieser Kommission, nun besagt die neue Bestimmung, dass die Zusammensetzung aus einem Vertreter aus dem Schöffenrat, einem aus dem Gemeinderat und aus jeweils 10 luxemburgischen und ausländischen Mitbürgern (zuzüglich der Stellvertreter) besteht. Nachdem ein Rundschreiben an alle Haushalte der Gemeinde verteilt worden war, meldeten sich insgesamt 104 Einwohner. Daraufhin nahm der Schöffenrat die Auswahl anhand der Motivationsbriefe der jeweiligen Kandidaten vor. Man sei froh über die große Menge an motivierten Bürgern und man habe so 40 enthusiastische Mitglieder gefunden. Diese Liste wurde unisono vom Gemeinderat gutgeheißen.

Im Anschluss daran wurden einige Änderungen in der Zusammensetzung anderer Kommissionen, die Kenntnisnahme der Statuten vom Verein "Theaterfren Bieles" und temporäre Verkehrsverordnungen bewilligt.



Die offizielle Eröffnung des neuen Altenheim REWA "Résidence op der Waassertrap" in Belval-Nord wird im Herbst stattfinden.

Dann kamen die Gemeinderäte auf den Beherbergungsvertrag des neuen Altenheims REWA (Résidence "Op der Waassertrap") in Belval-Nord zurück. In der vergangenen Sitzung im Februar hatte Herr Alain Willet, Direktor des Altenheims, den Kontrakt vorgestellt und da keine weiteren Fragen seitens der Ratsmitglieder eingingen, kam es in der heutigen Sitzung zur Abstimmung.

Nach dem einstimmigen Votum, stellte Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) noch die Frage, ob die Eröffnung der neuen REWA nach einem Küchenbrand noch immer zum geplanten Datum im Mai 2012 stattfinden werde. Daraufhin antwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass es leider eine Verzögerung betreffend des Umzugs in das neue Gebäude geben wird. Es gebe allerdings auch noch kein festes Datum, aber man rechne damit nach den Sommerferien die Türen des neuen Altenheims offiziell öffnen zu können.

Unter der Rubrik Verschiedenes richteten 2 CSV-Fraktionsmitglieder Fragen an den Schöffenrat. Bei ersterem fragte Gemeinderat Mike Lorang, was es sich mit der tibetanischen Flagge auf sich hatte, die auf dem Gemeindehausvorplatz hing. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass es sich hierbei um eine Solidaritätsaktion mit Tibet gehandelt habe, die in mehreren Gemeinden durchgeführt wurde. Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler erkundigte sich dann nach einer angeblichen Unterredung zwischen den Schöffenräten der Gemeinde Differdingen und Sanem wobei es um die lokalen Feuerwehren gegangen sein solle, woraufhin Bürgermeister Georges Engel und Schöffe Marco Goelhausen (beide LSAP) mitteilten, dass es nicht um eine Besprechung über die Feuerwehr ging, sondern sich nur um eine geführte Besichtigung des neuen Interventionszentrum auf dem Scheierhaff handelte.

Abschließend wurden in geheimer Sitzung 8 Personalangelegenheiten gestimmt. Diese betrafen die Promotion der Damen Joana Krischler (Krankenpflegerin im CIPA) und Ruth Marchewka (service à l'égalité des chances). Ebenfalls wurden die Damen Nancy Kieffer und Alexandra Conrardy als Hilfskrankenpflegerinnen nominiert und Ramona Urbing als "expeditionnaire administratif" gestimmt. Außerdem erhielten die Gemeindebeamten Jil Hinterscheid und Christophe Richard ihre definitive Einstellung. CSV-STELLUNGNAHM ZUM PUNKT 19: APPROBATION D'UNE CONVENTION D'EXÉCUTION POUR LA RÉALISATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT PARTICULIER 04/03 PORTANT SUR DES FONDS SIS À BELVAL, COMMUNE DE SANEM, AU LIEU-DIT «QUARTIER BELVAL NORD», ENTRE LA COMMUNE DE SANEM ET LA SOCIÉTÉ AGORA S.À R.L. ET CIE

Vu dass mär d'Dokument zu desem Punkt eréicht gëschter Owend zougestallt kritt hunn, hate mär nach net d'Geleegenheet den Inhalt dovun duerchzekucken.

Den Artikel 13 vum Gemengegesetz gesäit vir dass ee säin Dossier am Normalfall 5 Deeg virdru soll kënnen agesinn.

Well mär als Partei och nach intern Gremien hunn déi mär wéilten a Kenntnis setzen, mä virun allem awer och well mär selwer dese Punkt net konnte studéieren, musse mär eis als CSV-Fraktioun hei enthalen.

